

TIPASA

Démantèlement d'un réseau clandestin d'avortement à Hadjout

La Sûreté de daïra de Hadjout a mis au jour un réseau clandestin d'avortement qui activait entre les villes d'El-Affroun, Mouzaïa et Hadjout. Plusieurs membres de ce réseau ont été présentés le dimanche 2 janvier 2011 au parquet de la justice de Hadjout puis mis sous mandat de dépôt.

Les services de la police de Tipasa, qui ont ouvert une enquête suite à des informations, ont orienté leur recherche en direction de M^{lle} Y. A., âgée de 21 ans, résidant à la cité populaire Fades de Hadjout et mère célibataire de 3 enfants.

Convoquée à la Sûreté de daïra de Hadjout, Y. A. avouera qu'elle avait avorté du fait qu'elle ne pouvait pas subvenir aux besoins des trois enfants dont elle avait déjà la charge.

Selon nos sources, c'est son ami, un certain M. F. âgé 28 ans et résidant à Hadjout, qui l'a mise en contact avec le réseau d'avortement.

Y. A. a affirmé que c'est en date du 19 décembre 2010 qu'ils se sont rendus dans une clinique privée de gynécologie dans la ville de Mouzaïa pour y rencontrer le dénommé O. L., un médecin

généraliste, marié et âgé de 62 ans. Toujours selon les déclarations de Y. A., ce médecin l'aurait auscultée en lui affirmant qu'elle était enceinte d'un mois et demi.

Désespérée et ne sachant quoi faire, Y. A. refusait d'avoir un quatrième enfant. Elle avait alors affirmé qu'elle aurait alors accepté la solution proposée par le médecin généraliste pour être prise en charge dans une autre structure médicale.

Selon nos sources, ce médecin l'orienta vers l'hôpital d'El-Affroun, auprès d'un surveillant médical du service pédiatrie. Ce surveillant médical, le dénommé M. R., un infirmier âgé de 47 ans, marié et membre de ce réseau, lui prescrivit quatre gélules d'une valeur de 14 000 DA en lui recommandant d'en avaler deux et de placer les deux autres dans ses parties génitales. Après avoir pris possession

du colis médical, Y. A. se rendit le lendemain auprès du médecin gynécologue au niveau de la clinique de Mouzaïa pour lui rendre compte de l'évolution de l'affaire. Le médecin était absent. Désespérée, Y. A. appela le surveillant médical de l'hôpital d'El-Affroun, qui lui demanda de se déplacer vers cet hôpital au niveau d'une chambre aménagée au sein du service de pédiatrie.

Cet infirmier isola Y. A. et lui plaça les deux gélules gynécologiques au niveau du bas ventre. Le lendemain de cette délicate procédure d'avortement, Y. A. avorta d'un fœtus d'un mois et demi.

C'est à l'issue de cette histoire rocambolesque que les éléments de la police de Hadjout se présentèrent à la clinique de Mouzaïa pour auditionner le médecin généraliste O. L.

Ce médecin n'a pas nié avoir reçu Y. A., du fait qu'elle existait sur le registre des entrées de la clinique. Cependant, il a nié avoir procédé à l'avortement, en affirmant qu'il avait orienté cette patiente à El-Affroun, pour une

radiographie du fœtus. Quant à l'infirmier surveillant médical, il niera en bloc les faits qui lui étaient reprochés par les éléments de la police qui ont pourtant identifié la chambre aménagée du service pédiatrique d'El-Affroun et confirmé les contacts qu'il avait avec sa patiente. Dans leurs investigations, les policiers ont réussi à relever les différents contacts existant entre le réseau avec leur clientèle. Confondus, les

membres de ce réseau et leur cliente ont été placés sous mandat de dépôt pour avortement clandestin et illégal, qualifié d'acte prohibé par la loi, en vertu des dispositions du code pénal.

Selon nos sources, cette affaire pourrait connaître des rebondissements dans la mesure où «ce réseau était accessible facilement au public», ont affirmé nos sources.

Larbi Houari

SIDI-BEL-ABBÈS

Les membres de la famille d'une étudiante parturiente interpellés à la sortie de la résidence

La grand-mère et la tante paternelles d'une étudiante âgée de 19 ans, qui venait d'accoucher dans sa chambre, à la résidence 2000 lits de l'Université Djilali-Liabès, ont été interpellées par les agents de sécurité alors qu'elles transportaient un nouveau-né.

L'interpellation a eu lieu à la sortie de la cité et le bébé était, fort heureusement, vivant. La parturiente, les deux membres de sa famille et le supposé géniteur font l'objet d'une audition par les services de sécurité.

A. M.

SCANDALE À L'ENPEC DE SÉTIF

Un directeur d'unité accusé d'harcèlement

L'Entreprise nationale des produits de l'électrochimie (ENPEC) vient d'être éclaboussée par une affaire d'harcèlement sexuel dont ont fait l'objet trois employées de l'unité accumulateurs, située au niveau de la zone industrielle de Sétif, et dont l'auteur est leur directeur.

Suite à différentes plaintes déposées auprès du procureur de la République de Sétif, les services de la brigade judiciaire de la Sûreté nationale de Sétif ont ouvert une enquête au niveau de l'unité accumulateurs. Selon les premières informations contenues dans cette procédure judiciaire, la première affaire remonte à 2009, lorsque le directeur de l'unité avait tenté, par l'effet

de surprise, d'assouvir ses caprices sur une nouvelle recrue (C. Nabila).

L'affaire sera vite étouffée, la victime subira, par la suite, de fortes pressions, jusqu'à ce qu'elle démissionna de son poste, quelques jours après. Toujours selon les information préliminaires, les deux autres affaires éclatèrent six mois après, quand le même directeur se livra à des comportements abusifs

sur deux autres employées, une dame (G. Amel) et une jeune fille (S. Loubna). Ne voulant pas céder à ses harcèlements, elles connaîtront les pires représailles. Chassées de leurs bureaux, sous prétexte d'ordre de travail, le directeur se prévalant de son autorité, ordonna de les mettre en quarantaine. Elles seront ensuite suspendues de leur travail, pour «refus de travail». Ayant formulé des recours auprès de leur direction générale, les

victimes se sont vu confrontées à la loi du silence et à l'indifférence. «L'indifférence et le mépris. Telles étaient les réponses à mon cas. C'est la raison pour laquelle j'ose faire appel à votre conscience en votre qualité de premier responsable de l'entreprise et seul garant du respect de l'intégrité physique et morale et de la dignité des travailleurs», pouvait-on lire dans le recours adressé par une des victimes au président-direct-

teur général de l'ENPEC et qui est resté lettre morte. Traduites la semaine passée devant le conseil de discipline de l'unité accumulateurs, présidé par le directeur incriminé, les trois victimes attendent toujours la décision de ce conseil. Contacté par nos soins, le P-dg de l'ENPEC réfute les accusations des plaignantes. «Il n'y a aucune affaire d'harcèlement sexuel au niveau de notre entreprise. Le problème de ces employées est d'ordre pure-

ment professionnel. Pour ce qui est des accusations d'harcèlement dont fait l'objet le directeur de l'unité accumulateurs, l'affaire est entre les mains de la justice, seule habilité à trancher sur l'innocence ou la culpabilité du directeur. Si la justice confirme qu'il y a eu bel et bien harcèlement sexuel, soyez sûrs, je prendrai les mesures qui s'imposent à l'encontre du coupable», a affirmé le P-dg de l'ENPEC.

I. S.

MOSTAGANEM

Arrestation d'un baron de la drogue activement recherché

Les services de sécurité ont arrêté l'un des hommes les plus recherchés, le dénommé B. B., âgé de 49 ans. Son arrestation est un nouveau coup porté aux trafiquants de drogue, il a été appréhendé dans son fief, à Oran, sans opposer de résistance.

B. B. était recherché pour, en autres, blanchiment d'argent et trafic de stupéfiants. C'est suite à des informations qui lui sont parvenues après l'enquête menée par la gendarmerie de Mostaganem, qui a réussi à mettre hors d'état de nuire ses trois lieutenants à Aïn-El-Bia, El-Mohgoun, Arzew ainsi que six dealers à Mostaganem et à récupérer 28 kg de kif traité provenant du Maroc, que la brigade de gendarmerie des stupés a procédé à son arrestation. Il était en possession d'un milliard de centimes, provenant sans doute de la vente de la drogue. Possédant plu-

sieurs biens immobiliers luxueux sur la corniche oranaise (boutiques commerciales, hôtel, bain et sauna), qui seront très prochainement sous le coup d'une mise sous séquestre, dans le cadre de la nouvelle loi sur le blanchiment d'ar-

gent, le mis en cause a été présenté devant le tribunal d'Aïn-Tedelès, lundi dernier, et mis sous mandat de dépôt. Il rejoint ainsi ses neufs acolytes au centre de rééducation de Sidi-Othman.

A. B.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

ALLO OTA

Avec Allo OTA Doubli W'Zid

Pour commencer en beauté l'année 2011, Allo OTA lance du 5 au 24 janvier une nouvelle promotion «Doubli W'Zid», qui permettra à tous ses abonnés de profiter du bonus pour pouvoir communiquer en toute liberté et au moindre coût !

Après chaque 24 heures, tous les abonnés Allo OTA pourront bénéficier de 70 DA de bonus pour seulement 30 DA.

Pour bénéficier de la promotion, les abonnés Allo OTA devront souscrire en introduisant le code *535# et choisir la promotion Allo 30, pour profiter pleinement de ce bonus. Bien entendu, l'abonné pourra s'inscrire autant de fois qu'il le souhaite, sans aucune restriction ni condition.

Le bonus offert sera valable 24 heures, utilisable pour tous les appels nationaux de 1 h du matin à 13 h !

Allo OTA, simple et intelligent !

Prison ferme pour trois trafiquants de drogue à Guelma

Cette semaine, trois individus ont été reconnus coupables par le tribunal criminel de Guelma de détention et trafic de drogue et de port d'armes blanches. Les trois accusés, âgés entre 23 et 25 ans, ont chacun écopé d'une peine de 7 ans de prison ferme.

Les faits remontent à une vingtaine de jours dans la région de Héliopolis, à quelques encablures du chef-lieu de wilaya, quand les éléments de la section de recherche de la gendarmerie de Guelma ont interpellé les prévenus en possession de 45 g de kif traité et de deux bombes de gaz lacrymogène.

Noureddine Guergour